

Déclaration FO

Le principe même de l'existence des CHSCT est menacé.

Les employeurs ont proposé la mise en place d'une instance unique de représentation du personnel en remplacement de toutes les IRP actuelles lors des journées de négociations sur le dialogue social du mois de janvier 2015. Le CHSCT ne sera plus qu'une vague commission interne sans capacité à faire entendre sa voix.

Pour FO Énergie et Mines, le CHSCT aujourd'hui va encore plus loin que les ambitions des lois Auroux dans les années 80 : c'est un moteur pour voir progresser la prévention et reculer les blessures ainsi que leurs coûts humains et financiers.

Pour FO Énergie et Mines, la disparition du CHSCT est inacceptable car c'est :

- La disparition du dialogue social sur la santé physique et mentale des salariés.
- La fin du garde-fou que constituent l'alerte et l'avis du CHSCT.
- La fin de toutes les améliorations portées par les salariés et leur bon sens.
- Le danger de voir de nouveaux risques, comme les nanomatériaux ou le *lean management* par exemple, ne pas être pris en compte et porter atteinte à la santé des travailleurs, à l'image de ce qui s'est passé pour l'amiante.
- Le règne sans concession de l'économie au détriment des salariés.

Par définition, l'efficacité de l'action du CHSCT ne peut se mesurer qu'avec la réduction voire l'absence d'atteintes à la santé des travailleurs. Pour FO Énergie et Mines, le CHSCT doit continuer à exister afin de permettre la réalisation du travail dans de bonnes conditions.

Supprimer le CHSCT serait renier les progrès réalisés grâce à cette instance et porter atteinte à la dignité de tous les travailleurs, qu'ils soient dans des petites ou dans de grandes entreprises comme on en trouve dans les IEG.

FO Énergie et Mines prend toute sa place dans le combat pour le maintien des CHSCT partout.